



ALLOCUTION PRONONCÉE PAR

D^{RE} HEDY FRY

**REPRÉSENTANTE SPÉCIALE SUR LES QUESTIONS D'ÉGALITÉ
ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES**

DE L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DE L'OSCE

19^E RÉUNION D'HIVER

LES 20 ET 21 FÉVRIER 2020

VIENNE, AUTRICHE

SEUL LE TEXTE PRONONCÉ FAIT FOI

INTRODUCTION

Bonjour. Je suis ravie de vous parler aujourd'hui à titre de représentante spéciale sur les questions d'égalité entre les hommes et les femmes de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Alors que nous entamons cette nouvelle décennie, je souligne que 2020 est une année particulièrement importante pour l'égalité entre les sexes. Elle marque le 20^e anniversaire de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité, la première du genre, qui a reconnu la nécessité d'inclure les femmes dans les processus décisionnels à toutes les étapes d'un conflit. La résolution 1325 a servi de plan pour les travaux que poursuit l'OSCE dans ce domaine¹. Cette année marque aussi le 25^e anniversaire de la *Déclaration et Programme d'action de Beijing*, qui a été signé par 189 pays et qui constitue le premier accord international important destiné exclusivement à la défense des droits des femmes et des filles². Quand je pense aux dix années que j'ai passées en tant que représentante spéciale et à ces anniversaires importants, je reconnais les progrès considérables et les gains que l'Assemblée parlementaire de l'OSCE et ses États participants ont faits pour faire progresser l'égalité entre les sexes et je m'en réjouis. Toutefois, il reste encore des problèmes de taille auxquels il faut s'attaquer.

Dans mon allocution d'aujourd'hui, je vais faire le point sur diverses questions liées à mon mandat. Puis, j'exposerai quelques idées préliminaires pour le rapport sur l'égalité entre les sexes de 2020, que je présenterai au cours de la réunion annuelle de 2020, qui aura lieu dans ma ville, Vancouver, au Canada.

RÉALISATIONS AU SEIN DE L'ORGANISATION POUR LA SÉCURITÉ ET LA COOPÉRATION EN EUROPE

Depuis mon allocution de l'année dernière, il y a eu de nombreuses réalisations liées à l'égalité entre les sexes au sein de l'OSCE et de ses activités, et je tiens à les souligner. D'abord, en juillet 2019, Thomas Greminger, secrétaire général de l'OSCE, a présenté le *Rapport annuel d'évaluation sur la mise en œuvre du Plan d'action de l'OSCE 2004 pour la promotion de l'égalité entre les sexes de 2018* au conseil permanent de l'organisme³. Selon le rapport, l'organisme a réalisé des progrès dans plusieurs domaines relativement à l'égalité entre les sexes, notamment :

- la publication de l'OSCE du [Survey on the Well-being and Safety of Women](#), qui fournit des données indispensables sur la prévalence de la violence faite aux femmes en Europe du Sud-Est et de l'Est ;
- la production du documentaire [A Dark Place](#), réalisé par le représentant de l'OSCE pour la liberté des médias, qui met en évidence les expériences de femmes journalistes victimes de harcèlement en ligne;
- un accroissement des efforts pour lutter contre l'exploitation, les agressions et le harcèlement sexuels au sein de l'organisme et de ses diverses activités;

¹ Conseil de sécurité des Nations Unies [ONU], [Résolution 1325 \(2000\)](#), 31 octobre 2000.

² ONU, [Déclaration et Programme d'action de Beijing](#), 15 septembre 1995.

³ Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe [OSCE], [2018 Annual Progress Report on the Implementation of the OSCE 2004 Action Plan on the Promotion of Gender Equality](#) [DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT].

- une formation continue sur l'intégration des questions d'égalité entre les sexes offerte au personnel de l'OSCE;
- l'élaboration de la stratégie de l'OSCE pour la parité entre les sexes de 2019-2026, dont l'objectif est d'atteindre la parité hommes-femmes à tous les échelons de l'OSCE d'ici 2026;
- l'interdiction de créer des groupes composés uniquement d'hommes lors d'activités de l'OSCE.

Ces réalisations et les autres progrès réalisés dans la poursuite de l'égalité entre les sexes sont remarquables, et il faut s'en réjouir. Toutefois, il reste encore beaucoup de progrès à faire. Par exemple, même si l'OSCE a presque atteint la parité hommes-femmes (52 % des employés sont des hommes et 48 % sont des femmes), il y a toujours un manque flagrant de femmes qui occupent un poste de haute direction ou de chef de mission. Les femmes sont aussi sous-représentées dans les postes en détachement parce que les États participants nomment peu de femmes à ce genre de postes⁴. Je rappelle que, dans son rapport annuel d'évaluation de 2018, l'OSCE a demandé aux États participants de nommer davantage de femmes à ces postes importants.

Je tiens aussi à accueillir l'Albanie, qui exercera cette année la présidence de l'OSCE. J'étais ravie de constater que la présidence albanaise entend déployer beaucoup d'efforts sur les questions d'égalité entre les sexes, notamment la lutte contre la violence faite aux femmes et la promotion du rôle des femmes au chapitre de la paix et de la sécurité⁵. J'ai bon espoir que ces initiatives viseront à aider les femmes à prendre leur destin en main, à les inclure dans les processus décisionnels et à aller au-delà du discours réducteur selon lequel les femmes sont des victimes qu'on doit sauver. J'ai hâte qu'on accorde un intérêt renouvelé et accru à ces questions et à d'autres enjeux importants pour l'égalité entre les sexes en 2020 et au-delà.

VIOLENCE FAITE AUX FEMMES JOURNALISTES ET POLITIENNES

Je passe maintenant à l'objet de mon rapport de cette année, soit la violence faite aux femmes journalistes et politiciennes. La violence fondée sur le sexe touche toutes les femmes, peu importe leur poste ou leur statut social, mais elle peut se manifester de façon dangereuse et inquiétante pour celles qui ont une vie publique. Je souligne que la violence fondée sur le sexe ne se limite pas à la violence physique et qu'elle comprend également des paroles, des actions ou des efforts pour dégrader, humilier ou menacer autrui en raison de son sexe⁶. Étant donné que l'on continue de rapporter fréquemment des cas de violence faite aux femmes journalistes et politiciennes, particulièrement dans les espaces virtuels, ce qui est désolant, j'ai conclu qu'il était important que le rapport de cette année porte sur cette question.

Comme nous le savons tous, la violence faite aux femmes est un fléau mondial qui touche au moins une femme sur trois⁷. La violence est enracinée dans des stéréotypes nuisibles et des normes sociales patriarcales voulant que les femmes soient inférieures aux hommes et que ces derniers jouissent d'un droit d'accès au corps des femmes. Ces stéréotypes et ces normes sont à l'origine de l'examen attentif dont font l'objet les femmes dans les milieux du journalisme et de la politique et qui porte sur des questions comme leur apparence, leur intelligence, leurs relations personnelles, leurs compétences professionnelles et leur « amabilité ». Grâce à l'émergence du mouvement #MoiAussi, la population a pris conscience de la violence fondée sur le sexe et de ses conséquences sur les femmes dans tous les aspects de leur vie, y compris le milieu de travail, mais, malheureusement, le problème comme tel persiste.

⁴ *Ibid.*, p. 5.

⁵ OSCE, [Programme of the Albanian OSCE Chairmanship 2020](#) [DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT].

⁶ Condition féminine Canada, [À propos de la violence fondée sur le sexe](#).

⁷ ONU Femmes, [La violence à l'égard des femmes et des filles : quelques faits et chiffres](#).

Au fil des ans, les pays de la région de l'OSCE et au-delà ont réalisé des progrès considérables au chapitre de l'égalité entre les sexes. Notons, entre autres, une augmentation du nombre de femmes sur le marché du travail et au sein des pouvoirs publics et la participation subséquente de plus de femmes aux processus décisionnels importants. Or, l'augmentation du nombre de femmes dans ces domaines a suscité une réaction de la part de groupes et de personnes qui s'opposent à la participation égale des femmes. Les femmes dans les milieux du journalisme et de la politique sont particulièrement touchées par cette situation parce qu'elles ont une vie publique, ce qui les rend plus susceptibles d'être victimes de violence fondée sur le sexe.

A. VIOLENCE CONTRE LES FEMMES JOURNALISTES

De nombreux observateurs s'entendent pour dire que, depuis quelques années, on porte de plus en plus fréquemment atteinte à la liberté de la presse et aux activités des journalistes. Le discours politique de plus en plus hostile à l'égard des médias dans l'ensemble de la région de l'OSCE et au-delà, combiné à l'arrivée des médias sociaux, a exercé une pression bien particulière sur tous les journalistes⁸. On s'attend désormais à ce qu'ils soient présents et actifs sur les médias sociaux dans le cadre de leurs activités courantes, ce qui, en plus de leur permettre d'augmenter leur visibilité et de distribuer leur travail à un public plus large, les rend plus susceptibles d'être victimes de violence et de harcèlement, tant en personne qu'en ligne. Comme l'indique un rapport de 2018 :

Non seulement on les oblige à utiliser des réseaux sociaux dans le cadre de leur travail, mais ils en utilisent aussi qui mélangent leurs identités personnelles et professionnelles, ce qui les expose à des menaces 24 heures par jour, sept jours par semaine, de la part de sources nationales et internationales⁹.

Tant les hommes que les femmes dans le milieu des médias courent des risques énormes dans le cadre de leur travail. Selon Reporters sans frontières, dans le monde en 2019, 389 journalistes et travailleurs des médias étaient détenus, 57 étaient retenus en otage et 49 se sont fait tuer en raison de leur travail journalistique¹⁰. Le représentant de l'OSCE pour la liberté des médias rapporte que, dans la région de l'OSCE, les journalistes sont régulièrement placés en détention ou victimes de harcèlement, de menaces, d'agressions ciblées, voire de meurtres¹¹.

Les hommes et les femmes journalistes courent des risques énormes, mais les femmes courent des risques supplémentaires simplement en raison de leur sexe. En fait, en réponse à un récent sondage, la majorité des femmes journalistes interrogées ont déclaré que le sexe était un facteur dans les agressions et les menaces

⁸ ONU pour l'éducation, la science et la culture, [Intensification des attaques, nouvelles défenses : développements récents dans la lutte pour protéger les journalistes et mettre fin à l'impunité](#), 2019; Reporters sans frontières [RSF], [Bilan RSF des violences contre les journalistes en 2018](#) : « Tous les voyants sont au rouge », 14 décembre 2018; Dr. Michelle Ferrier, [Attacks and Harassment: The Impact on Female Journalists and Their Reporting](#), TrollBusters and International Women's Media Foundation, 2018.

⁹ Dr. Michelle Ferrier, [Attacks and Harassment: The Impact on Female Journalists and Their Reporting](#), TrollBusters and International Women's Media Foundation, 2018 [TRADUCTION].

¹⁰ Reporters sans frontières, [Bilan 2019 des journalistes tués, détenus, otages et disparus dans le monde](#).

¹¹ Voir Représentant de l'OSCE pour la liberté des médias, [Regular Report to the Permanent Council for the period from 5 July 2019 to 21 November 2019](#), 21 novembre 2019 [DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT]; Représentant de l'OSCE pour la liberté des médias, [Regular Report to the Permanent Council for the period from 22 November 2018 to 4 July 2019](#), 4 juillet 2019 [DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT].

dont elles avaient été victimes dans leur rôle¹². Chaque jour, les femmes journalistes sont victimes de menaces et d'agressions sexistes fondées sur leur apparence, leurs relations personnelles, leur intelligence et leurs compétences professionnelles, le plus souvent en ligne, où les agresseurs demeurent anonymes et n'ont pas de comptes à rendre. Selon le même sondage, parmi les 597 femmes journalistes interrogées partout dans le monde :

- 63 % ont été menacées ou harcelées en ligne;
- 58 % ont été menacées ou harcelées en personne;
- 26 % ont été agressées physiquement;
- 10 % ont reçu au moins une menace de mort au cours de la dernière année¹³.

Qui plus est, 90 % des personnes interrogées ont été d'accord pour dire que, depuis cinq ans, elles reçoivent davantage de menaces en ligne. Ces chiffres alarmants montrent la gravité de la multitude de difficultés et de menaces auxquelles sont aux prises les femmes journalistes du monde entier.

Ces agressions fondées sur le sexe ont pour effet de taire les femmes dans les médias. Pour se protéger et protéger leurs proches, les femmes journalistes changent souvent leur comportement et leurs activités par nécessité – elles s'autocensurent, ferment leurs comptes de médias sociaux ou évitent de couvrir certains événements qui pourraient attirer plus de mauvaise publicité. Au pire, les femmes quittent leur profession pour leur propre bien-être psychologique et physique¹⁴. En plus de compromettre la carrière des femmes, ce musellement systématique donne lieu à des médias moins diversifiés et moins représentatifs. Selon de nombreuses études, une salle de nouvelles plus diversifiée permet d'obtenir des reportages plus précis et plus complets et de couvrir des questions qui seraient autrement négligées, notamment des questions importantes aux yeux des femmes¹⁵.

B. VIOLENCE CONTRE LES FEMMES POLITIENNES

À l'instar des journalistes, les politiciens du monde entier, peu importe leur sexe, sont souvent exposés au harcèlement, aux menaces et aux agressions. En 2019, le Comité des droits de l'homme des parlementaires de l'Union interparlementaire (UIP) a relevé que 533 parlementaires dans 40 pays avaient été victimes de violations des droits de la personne, les menaces et les actes d'intimidation étant l'une des violations les plus courantes. Soulignons que 64 de ces parlementaires se trouvaient en Europe¹⁶.

Tous les politiciens peuvent être victimes de violations des droits de la personne, mais les femmes politiciennes courent des risques supplémentaires sous forme d'agressions sexistes et de discrimination, au même titre que leurs homologues dans le domaine du journalisme. Effectivement, les femmes politiciennes et journalistes ont habituellement de nombreux points en commun : elles ont une vie publique, elles sont soumises à l'examen du public, elles attirent souvent l'attention sur des questions potentiellement controversées qui sont importantes aux yeux des femmes et elles travaillent dans

¹² Dr. Michelle Ferrier, [Attacks and Harassment: The Impact on Female Journalists and Their Reporting](#), TrollBusters and International Women's Media Foundation, 2018.

¹³ *Ibid.*

¹⁴ *Ibid.*; Amnesty internationale, [Toxic Twitter – A Toxic Place for Women](#), 2018 [DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT].

¹⁵ Anna Griffin, « [Where Are the Women?](#) » *Neiman Reports*, 11 septembre 2014.

¹⁶ Union interparlementaire [UIP], [Violations des droits de l'homme des parlementaires en 2019](#).

des domaines qui étaient autrefois réservés aux hommes. Dans le cas de la politique, l'augmentation du nombre de femmes dans ce domaine partout dans le monde constitue un progrès important pour la démocratie, mais elle a aussi provoqué une vive réaction. Cette résistance se manifeste de différentes façons, notamment par des remarques sexistes, de l'intimidation, du harcèlement, voire de la violence.

Comme l'a expliqué la rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la violence contre les femmes :

En politique, les femmes comme les hommes sont sujets à la violence mais les actes visant les femmes, qui peuvent prendre la forme de menaces, de harcèlement ou de violences, se fondent sur l'appartenance sexuelle et revêtent un caractère sexiste. Ces actes ont pour but de dissuader les femmes de mener des activités politiques et d'exercer leurs droits fondamentaux, ainsi que d'influencer, restreindre ou empêcher leur participation à la vie politique à titre individuel ou collectif¹⁷.

Un sondage réalisé auprès de politiciennes par l'UIP en 2016 a révélé toute l'ampleur de la discrimination et de la violence fondées sur le sexe auxquelles font face les femmes qui travaillent dans le milieu de la politique. Pendant leur mandat parlementaire :

- 81,8 % de ces femmes avaient subi des actes de violence psychologique;
- 21,8 % avaient subi des actes de violence sexuelle;
- 25,5 % avaient subi des actes de violence physique¹⁸.

Dans les cas de violence psychologique, il s'agissait le plus souvent de remarques sexuelles ou sexistes humiliantes, ainsi que de menaces de mort, de viol ou d'autres actes de violence. La plupart du temps, ces attaques étaient commises en ligne¹⁹.

J'imagine qu'il y a des femmes ici qui ont elles aussi déjà été la cible de menaces et d'attaques semblables. Toutes les personnes ici présentes, hommes et femmes, ont très certainement à tout le moins entendu parler dans les médias des risques très réels auxquels font face les femmes en politique. Ces risques ont sur les politiciennes des effets semblables à ceux qu'ils ont sur les femmes journalistes. En politique, les femmes se sentent parfois obligées de prendre des décisions pour leur sécurité qui nuisent à leur capacité d'exécuter leur mandat et d'exprimer librement leur opinion. Ainsi, pour se protéger, certaines peuvent décider de voyager moins ou d'éviter certaines régions, de renforcer leur sécurité, de fermer leurs comptes sur les médias sociaux et de ne pas s'exprimer librement. Certaines finissent par quitter complètement la politique²⁰.

¹⁷ Assemblée générale de l'ONU, [Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences concernant la violence contre les femmes en politique](#), 6 août 2018, p. 5.

¹⁸ UIP, [Sexisme, harcèlement et violence à l'encontre des femmes parlementaires](#), octobre 2016.

¹⁹ *Ibid.*

²⁰ *Ibid.*; Assemblée générale de l'ONU, [Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences concernant la violence contre les femmes en politique](#), le 6 août 2018; National Democratic Institute, [#NotTheCost: Stopping Violence against Women in Politics](#), juin 2018 [DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT].

La violence contre les femmes en politique ne représente pas seulement une menace envers les femmes; elle constitue aussi une menace envers la démocratie. Comme nous le savons, malgré les progrès réalisés dans les dernières décennies, les femmes demeurent considérablement sous-représentées dans les Parlements du monde. En octobre 2019, les femmes représentaient 24,3 % de tous les parlementaires des Parlements nationaux, comparativement à 11,3 % en 1997²¹. Cet important déséquilibre persistera tant que le problème de la violence contre les femmes en politique n'aura pas été réglé.

C. INTERSECTIONNALITÉ

Dans mon prochain rapport, je vais également m'attarder sur la nécessité de tenir compte de l'intersectionnalité dans l'approche adoptée pour lutter contre la violence faite aux femmes dans les milieux de la politique et du journalisme. Dans ce contexte, le concept de l'intersectionnalité tient compte de la diversité des femmes et du fait que la race, la religion, l'ethnicité, l'orientation sexuelle, l'identité de genre et les handicaps, entre autres facteurs, ont tous une incidence sur l'expérience qu'elles ont de la discrimination et des attaques fondées sur le sexe²². Ainsi, dans le sondage qu'elle a réalisé auprès des femmes en politique, l'UIP a constaté que les femmes de moins de 40 ans étaient davantage la cible de menaces et d'attaques, surtout en ligne, que leurs aînées. Elle a également pu voir que les femmes membres d'un groupe minoritaire étaient particulièrement ciblées, en raison de leur race en plus de leur sexe, et ce, surtout par les membres de partis d'extrême-droite. Qui plus est, le risque d'être ciblées est plus grand chez les politiciennes membres de l'opposition ou qui défendent les droits des femmes²³. Il faut reconnaître ces réalités dans toute intervention visant à lutter contre la violence fondée sur le sexe.

D. FEMMES, PAIX ET SÉCURITÉ

Dans mon rapport, j'ai également l'intention d'aborder le lien entre, d'une part, le Programme sur les femmes, la paix et la sécurité et, d'autre part, la violence envers les politiciennes et les femmes journalistes. Comme je l'ai mentionné plus tôt, la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité a 20 ans cette année. Pour marquer cet important jalon, je parlerai dans mon rapport de l'importance de se pencher sur l'effet nuisible que peut avoir la violence contre les femmes journalistes et les politiciennes sur la place des femmes dans les processus de paix et de sécurité. Comme ces femmes subissent des menaces et des attaques en raison de leur sexe, il leur est plus difficile de participer activement à la résolution des conflits, ce qui nuit à la reconstruction après-conflit. Il faut absolument tenir compte de ces conséquences dans la mise en œuvre du Programme dans la région de l'OSCE.

E. SUITE DES CHOSES

Selon les sondages dont j'ai parlé, de même que certains autres, les femmes journalistes et les politiciennes évitent dans bien des cas, et pour différentes raisons, de signaler les menaces et les attaques dont elles sont la cible. La crainte de subir des représailles, d'être punies ou, encore, de paraître faibles ou inaptes aux milieux « durs » que sont les milieux du journalisme et de la politique fait partie de ces raisons. De plus,

²¹ UIP, « [État de la situation au 1^{er} octobre 2019](#) », *Les femmes dans parlements nationaux*; UIP, « [État de la situation au 25 décembre 1997](#) », *Les femmes dans les Parlements nationaux*.

²² Imkaan, [The Value of Intersectionality in Understanding Violence against Women and Girls \(VAWG\)](#), juillet 2019.

²³ UIP, [Sexisme, harcèlement et violence à l'encontre des femmes parlementaires](#), octobre 2016.

bien des femmes estimaient qu'elles ne tireraient pas grand-chose d'une dénonciation, craignant au contraire que leurs supérieurs ou les autorités ne prennent pas vraiment la peine de donner adéquatement suite à leur plainte²⁴. Ce sont d'ailleurs les raisons qui poussent de nombreuses femmes, quel que soit le milieu dans lequel elles travaillent, à éviter de dénoncer les actes de violence fondée sur le sexe.

En tant que parlementaires, nous nous devons de parler ouvertement de ce problème et de cesser de permettre, même indirectement, la culture du silence, la stigmatisation et l'impunité associées à la violence fondée sur le sexe. Nous devons appuyer publiquement nos collègues victimes de ce genre d'actes et ne jamais en minimiser les effets. Nous devons également défendre les politiques et les mesures législatives qui soutiennent les femmes, qui les encouragent à dénoncer le harcèlement sexuel et les agressions sexuelles et qui prévoient des recours efficaces. Toute approche adoptée pour lutter contre ce problème doit en outre comprendre des stratégies pour contrer les menaces en ligne et les autres formes de cyberviolence.

Je suis heureuse de voir l'importance que l'OSCE accorde au problème de la violence faite aux femmes journalistes et aux politiciennes, comme en témoigne la campagne du Représentant de l'OSCE pour la liberté des médias pour la sécurité des femmes journalistes en ligne et le travail du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme de l'OSCE pour promouvoir la participation des femmes dans le monde politique et l'égalité entre les sexes²⁵. De plus, en 2018, le Conseil ministériel a adopté deux décisions sur la sécurité des journalistes et la violence contre les femmes, respectivement, qui portent sur les risques particuliers auxquels font face les femmes journalistes et les politiciennes²⁶. J'invite tous les parlementaires à continuer d'appuyer l'OSCE dans cet important travail.

CONCLUSION

Bref, la violence faite aux femmes dans les milieux du journalisme et de la politique est un problème sur lequel nous devons nous pencher et agir sans tarder. J'ai surtout parlé des risques et des menaces qui font partie du quotidien de ces femmes pour la simple raison qu'elles sont des femmes. Or, j'aimerais souligner aussi la force et la résilience dont elles font preuve malgré ce qu'elles vivent. Quatre-vingts pourcent des politiciennes qui ont participé au sondage de l'UIP et avaient été la cible de menaces et d'attaques ont indiqué que ces actes avaient renforcé leur détermination à poursuivre leur mission parlementaire²⁷. Cela dit, la violence fondée sur le sexe ne devrait jamais être le « prix à payer » pour les femmes qui veulent faire carrière en journalisme, en politique ou dans tout autre domaine. Je suis impatiente de vous présenter mon rapport sur cet important sujet à la session annuelle et je serai heureuse d'avoir vos opinions d'ici là.

Merci.

²⁴ *Ibid.*; Assemblée générale de l'ONU, [Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences concernant la violence contre les femmes en politique](#), 6 août 2018; National Democratic Institute, [#NotTheCost: Stopping Violence against Women in Politics](#), juin 2018 [DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT].

²⁵ OSCE, [Safety of Female Journalists Online](#) [DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT]; OSCE, [Promoting women's political participation and gender equality](#) [DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT].

²⁶ OSCE, [Decision No. 3/18: Safety of Journalists](#), Conseil ministériel, Milan, 7 décembre 2018 [DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT]; OSCE, [Decision No. 4/18: Preventing and Combating Violence against Women](#), Conseil ministériel, Milan, 7 décembre 2018 [DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT].

²⁷ UIP, [Sexisme, harcèlement et violence à l'encontre des femmes parlementaires](#), octobre 2016.